

Une action concertée

Stjepan Keckes décrit comment, au cours des trente dernières années, les pays méditerranéens ont entrepris de s'attaquer au problème de la dégradation de leur mer et ont ainsi créé un exemple à suivre pour le reste du monde

Nous avons été témoins - et responsables - de plus de changements dans l'environnement méditerranéen au cours des dernières décennies qu'il n'y en a eu au cours des siècles passés. Au début, les changements furent plutôt graduels, presque imperceptibles et en apparence anodins, mais, à la fin des années 60, il devint évident que le rythme s'accélérait, ce qui n'allait pas sans conséquences indésirables.

Des plages auparavant immaculées furent souillées de débris flottant à l'abandon. Des nappes d'hydrocarbures et des boules de goudron apparurent de plus en plus fréquemment. Le rejet à la mer de quantités croissantes de déchets industriels et d'eau d'égouts non traitées provoquait l'écœurement et constituait une menace pour la santé humaine et la vie marine. On attribua à la pollution la diminution du produit de la pêche. Le développement industriel, urbain et touristique de la côte prenait de l'ampleur et altérait le paysage traditionnel des rivages méditerranéens. On commença à évoquer l'empoisonnement de la mer Méditerranée, et certains prédirent même sa mort avant quelques décennies.

Il ne fallut pas longtemps pour que les scientifiques, les politiciens et le grand public se rendent compte qu'il allait falloir lutter contre ces problèmes sans trop tarder afin de prévenir le déclin du milieu méditerranéen et de réparer les dégâts déjà causés. Il apparut également qu'il faudrait une action concertée de tous les pays méditerranéens pour s'attaquer à la plupart des problèmes recensés.

La France, l'Italie et Malte, considérablement soutenues par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, jouèrent un rôle de premier ordre. Ce furent elles qui préparèrent le terrain pour une action sur l'environnement à l'échelle méditerranéenne. A partir des années 70, on organisa de nombreuses consultations et rencontres, formelles et informelles, de préparation.

Des scientifiques, des techniciens et des administrateurs essayèrent de déterminer l'étendue exacte des dégâts, les causes des principaux problèmes et les solutions les plus réalistes. La tâche n'était pas aisée, principalement à cause du manque d'informations, de données et de compétences fiables dans la plupart des pays méditerranéens.

La tâche des politiciens n'était pas moins intimidante. Tout d'abord, il leur fallut dissiper les craintes des pays moins développés qu'un accord sur une politique commune en vue de protéger le milieu méditerranéen n'ait pour but de mettre un frein à leurs propres plans de développement.

Obtenir un accord sur les participants potentiels à l'effort commun pour la protection de la Méditerranée fut une autre pierre d'achoppement. L'une des difficultés principales était de décider si l'action envisagée devait ou non inclure la mer Noire. L'autre était de convaincre tous les Etats méditerranéens de participer, quelles que soient leurs divergences idéologiques et politiques.

La Conférence de Stockholm sur l'environnement de 1972 et l'avènement du PNUE - créé dans son sillage - renforcèrent l'impulsion à passer à l'action. Le PNUE réunit les efforts des pays méditerranéens dans son premier grand programme et prêta tout son soutien technique et financier aux préparatifs. Il devint rapidement le mécanisme institutionnel de direction et de coordination.

Au cours des consultations qui suivirent la Conférence de Stockholm, on se mit d'accord pour limiter la portée géographique de l'intervention à la Méditerranée proprement dite. Tous les Etats côtiers de la région furent d'accord pour y participer. On se mit aussi d'accord pour structurer le contenu de l'action suivant les lignes directrices recommandées par la Conférence de Stockholm pour son Plan d'action mondiale.

En 1975, le temps était venu de formaliser les résultats de ces consultations et on demanda au PNUE d'organiser une conférence

intergouvernementale de haut niveau à cet effet. Cette dernière eut lieu à Barcelone. Les représentants des gouvernements participants adoptèrent un Plan d'action régional composé de trois "chapitres" principaux - évaluation environnementale, gestion de l'environnement, et mesures d'appui - et ils invitèrent le PNUE à en coordonner la mise en œuvre.

Un an plus tard, dans la même ville, ces pays adoptèrent un accord régional juridiquement contraignant - généralement connu sous le nom de "Convention de Barcelone", qui fournissait un cadre juridique au Plan d'action. Cet accord entra en vigueur dans les deux ans qui suivirent, ce qui constituait un succès considérable à tous points de vue et démontrait la détermination des pays méditerranéens à protéger leur mer.

Le succès de l'initiative méditerranéenne fut bientôt largement connu. Modèle efficace en matière de coopération régionale, il fut suivi d'une série d'initiatives similaires dans des mers semi fermées ou dans des mers de régions ayant d'autres types de problèmes dont la solution requérait une coopération régionale ■

Stjepan Keckes fut le premier coordonnateur du PAM et Directeur du Programme pour les océans et les zones côtières du PNUE jusqu'à sa retraite en 1990

